



Communiqué de presse – 9 décembre 2021

Le *Shift Project* publie son rapport final sur l'avenir de l'emploi dans une société bas carbone

Intitulé « L'Emploi : moteur de la transformation bas carbone », ce rapport est la clé de voûte du Plan de transformation de l'économie française (PTEF), un vaste programme de recherche lancé par le *Shift Project* au printemps 2020 pour identifier les mesures concrètes à mettre en œuvre dans chaque secteur pour être en phase avec une trajectoire 2 °C.

Ces travaux analysent l'évolution souhaitable de l'emploi, en volume et en compétences, pour que la France puisse basculer dans une société décarbonée. L'ampleur inédite de cette transformation et son caractère systémique supposent qu'elle soit anticipée, discutée et planifiée à toutes les échelles.

Contexte

La question de l'emploi est centrale dans l'ensemble des travaux du PTEF : l'objectif est d'en faire **le facteur de succès de la décarbonation du pays**, plutôt qu'une variable d'ajustement soumise aux aléas des choix faits dans l'urgence, en particulier face aux crises énergétiques et climatiques annoncées.

Les secteurs étudiés dans le cadre du PTEF couvrent 11,9 millions d'emplois actuels, soit 45 % de la population active. Certains secteurs, considérés comme les plus concernés par la décarbonation (transports, logement, agriculture, certaines industries, etc.) ont fait l'objet d'une analyse quantitative.

Une création nette d'emplois à horizon 2050

Sur les 4 millions d'emplois quantifiés dans le PTEF, l'équipe du *Shift Project* montre que la décarbonation de l'économie entraînerait **une croissance nette de la demande de main-d'œuvre de l'ordre de 300 000 emplois** à horizon 2050. Cette croissance cache de fortes créations (1,1 million) et destructions d'emplois (800 000).

C'est l'agriculture qui verrait la plus forte hausse nette avec près de 500 000 emplois supplémentaires sur les trente prochaines années. La rénovation des logements, l'essor des mobilités actives, en particulier du vélo, et la relocalisation de certaines industries permettrait également de créer de nombreux emplois. À l'inverse, d'autres activités verraient leurs effectifs se réduire, comme l'industrie automobile (telle qu'elle existe aujourd'hui), le transport routier et la construction de logements neufs.

Les secteurs qui resteraient stables d'un point de vue quantitatif connaîtraient également des évolutions profondes. Dans l'enseignement par exemple, les disciplines essentielles à la décarbonation prendraient de l'ampleur. Les professionnels de santé feraient quant à eux évoluer leurs pratiques vers la prévention. Dans le spectacle vivant, la limitation des jauges au profit d'événements plus petits et plus nombreux permettrait de réallouer l'emploi sur les territoires.

Le prochain quinquennat sera décisif

Le rapport publié aujourd'hui met l'accent sur la nécessité d'anticiper, de planifier et d'accompagner ces mutations dès le prochain quinquennat. Concrètement, il s'agit d'activer différents leviers complémentaires :

- **repenser les formations initiales et continues** en formant l'ensemble des métiers aux enjeux énergie-climat, en faisant évoluer les pratiques et en développant de nouvelles compétences sectorielles nécessaires à la décarbonation ;
- **lever les freins à la demande de formation** en facilitant les démarches, en mutualisant les moyens et en aidant activement les TPE-PME ;
- **appuyer les reconversions** inter- et intra-sectorielles en améliorant l'attractivité de certains métiers (conditions salariales, pénibilité, reconnaissance sociale) ;
- **mettre en place un pilotage fort au niveau de l'État et des territoires** pour orienter, coordonner et appuyer l'ensemble des acteurs.

Pour mettre en œuvre ces mesures de façon efficace, **la France doit se doter d'une politique industrielle renforcée et d'une stratégie de compétitivité économique au niveau national et territorial**. Celle-ci s'appuie sur trois piliers : compétence des individus et des organisations, résilience locale des chaînes de valeur, réglementation forte et pensée sur le long terme pour l'investissement et l'innovation dans la transition.

À propos du *Shift Project*

The Shift Project est un think tank qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone. Nous sommes une association loi 1901 reconnue d'intérêt général, guidée par l'exigence de la rigueur scientifique. Notre mission consiste à éclairer et à influencer le débat sur la transition énergétique.

www.theshiftproject.org

Contacts

- *Yannick Saleman, chef de projet « Emploi » et auteur du rapport :*
yannick.saleman@theshiftproject.org / +262 6 92 30 15 44
- *Zeynep Kahraman-Clause, Directrice des projets et coordinatrice des travaux :*
zeynep.kahraman@theshiftproject.org / 06 13 06 57 65
- *Emma Stokking, porte-parole du PTEF :*
emma.stokking@theshiftproject.org / 07 86 53 39 84